

I) Au § 6, le dernier alinéa est remplacé par la disposition suivante :

« La réparation et l'entretien des appareils orthopédiques, des prothèses et des orthèses et les prestations 652234 jusque et y compris 652514 et 653170 jusque et y compris 653310 peuvent être fournis sans prescription médicale. »;

J) Au § 7 bis, Groupe 1, le libellé du poste 29 est modifié comme suit :

« 29

Pied talus varus; le pied est bloqué en une position talus de 1 à 2 cm sous la plante du pied
643930
(ligne des têtes métatarsiennes) B-Y; ou 643952

K) Au § 7 ter, II. La Confection, 1. Dispositions générales, le texte français du point d) est modifié comme suit :

« d) Sauf critères de fabrication spécifiques pour certains numéros de code, les chaussures orthopédiques sont confectionnées avec le dessus et la doublure en peausserie, et éventuellement avec d'autres matériaux pour dessus, de premier choix. Le semelage a une première semelle en collet ou en matériau équivalent, et la semelle de marche est en cuir ou dans une combinaison de cuir, de caoutchouc et de matériaux de remplacement, ceci en harmonie avec les exigences orthopédiques, fonctionnelles et usuelles du cas. »;

L) Au § 8, le texte français du 2e alinéa est modifié comme suit :

« Le renouvellement des semelles orthopédiques ne peut se faire qu'après un délai de deux ans suivant la date de la fourniture antérieure. Toutefois ce délai est ramené à un an pour les bénéficiaires dont la dernière fourniture a été exécutée avant leur 18e anniversaire. »;

M) Au § 12, 2°, le texte français du 3e alinéa est modifié comme suit :

« En ce qui concerne les prothèses myoélectriques, la demande doit être accompagnée des résultats d'un essai d'utilisation. »;

N) Au § 16, I. Appareils orthopédiques et prothèses, conditions particulières. 2. Pièces diverses, f) Articulation. 1. En général, le texte français du point e) est modifié comme suit :

« e) Dans certains appareils du membre supérieur, l'articulation est formée par l'entrecroisement de fils de ressort. ».

Art. 2. Le présent arrêté entre en vigueur le jour de sa publication au *Moniteur belge*.

Art. 3. Notre Ministre des Affaires sociales est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Bruxelles, le 9 septembre 1993.

ALBERT

Par le Roi :

Le Ministre des Affaires sociales,
B. ANSELME

J) In § 6, wordt het laatste lid vervangen door de volgende bepaling :

« Het herstellen en het onderhouden van orthopedische toestellen, prothesen, orthesen en de verstrekkings 652234 t.e.m. 652514 en 653170 t.e.m. 653310 mogen zonder geneeskundig voorschrift worden verstrekt. »;

J) In § 7 bis, Groep 1, wordt de omschrijving van de post 29 gewijzigd als volgt :

« 29

Pes calcaneovarus waarbij de voet blokkeert in een talusstand van 1 à 2 cm onder de voetzool
643930
(metatarsale lijn) B-Y; of 643952

K) In § 7 ter, II. De Vervaardiging, 1. Algemene bepalingen, wordt de Franse tekst van het punt d) gewijzigd als volgt :

« d) Sauf critères de fabrication spécifiques pour certains numéros de code, les chaussures orthopédiques sont confectionnées avec le dessus et la doublure en peausserie, et éventuellement avec d'autres matériaux pour dessus, de premier choix. Le semelage a une première semelle en collet ou en matériau équivalent, et la semelle de marche est en cuir ou dans une combinaison de cuir, de caoutchouc et de matériaux de remplacement, ceci en harmonie avec les exigences orthopédiques, fonctionnelles et usuelles du cas. »;

L) In § 8, wordt de Franse tekst van het 2e lid gewijzigd als volgt :

« Le renouvellement des semelles orthopédiques ne peut se faire qu'après un délai de deux ans suivant la date de la fourniture antérieure. Toutefois ce délai est ramené à un an pour les bénéficiaires dont la dernière fourniture a été exécutée avant leur 18e anniversaire. »;

M) In § 12, 2°, wordt de Franse tekst van het 3e lid gewijzigd als volgt :

« En ce qui concerne les prothèses myoélectriques, la demande doit être accompagnée des résultats d'un essai d'utilisation. »;

N) In § 16, I. Orthopedische toestellen en prothesen, Bijzondere voorwaarden. 2. Diverse stukken, f) geledingen, 1. In het algemeen, wordt de Franse tekst van het punt e) gewijzigd als volgt :

« e) Dans certains appareils du membre supérieur, l'articulation est formée par l'entrecroisement de fils de ressort. ».

Art. 2. Dit besluit treedt in werking de dag waarop het in het *Belgisch Staatsblad* wordt bekendgemaakt.

Art. 3. Onze Minister van Sociale Zaken is belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Brussel, 9 september 1993.

ALBERT

Van Koningswege :

De Minister van Sociale Zaken,
B. ANSELME

F. 93 — 2476

9 SEPTEMBRE 1993. -- Arrêté royal modifiant l'arrêté royal du 14 septembre 1984 établissant la nomenclature des prestations de santé en matière d'assurance obligatoire contre la maladie et l'invalidité

ALBERT II, Roi des Belges,

A tous, présents et à venir, Salut.

Vu la loi du 9 août 1963 instituant et organisant un régime d'assurance obligatoire soins de santé et indemnités, notamment les articles 15 bis, 4°, inséré par la loi du 15 février 1993, 24, modifié par les lois des 24 décembre 1963, 8 avril 1965, 7 juillet 1966, 20 juillet 1971, 8 août 1980, 1^{er} août 1985, 22 décembre 1989 et 15 février 1993 et par les arrêtés royaux n° 58 du 22 juillet 1982, n° 132 du 30 décembre 1982, n° 283 du 31 mars 1984 et n° 500 du 31 décembre 1986;

Vu l'arrêté royal du 14 septembre 1984 établissant la nomenclature des prestations de santé en matière d'assurance obligatoire contre la maladie et l'invalidité, notamment l'article 27 de l'annexe à cet arrêté, modifié par les arrêtés royaux des 30 décembre 1985, 17 juillet 1986, 13 septembre 1989, 3 juin 1992, 31 décembre 1992 et 27 avril 1993;

N. 93 — 2476

9 SEPTEMBER 1993. — Koninklijk besluit tot wijziging van het koninklijk besluit van 14 september 1984 tot vaststelling van de nomenclatuur van de geneeskundige verstrekkings inzake verplichte ziekte- en invaliditeitsverzekering

ALBERT II, Koning der Belgen,

Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

Gelet op de wet van 9 augustus 1963 tot instelling en organisatie van een regeling voor verplichte verzekering voor geneeskundige verzorging en uitkeringen, inzonderheid op de artikelen 15 bis, 4°, ingevoegd bij de wet van 15 februari 1993, 24, gewijzigd bij de wetten van 24 december 1963, 8 april 1965, 7 juli 1966, 20 juli 1971, 8 augustus 1980, 1 augustus 1985, 22 december 1989 en 15 februari 1993 en bij de koninklijke besluiten nr. 58 van 22 juli 1982, nr. 132 van 30 december 1982, nr. 283 van 31 maart 1984 en nr. 500 van 31 december 1986;

Gelet op het koninklijk besluit van 14 september 1984 tot vaststelling van de nomenclatuur van de geneeskundige verstrekkings inzake verplichte ziekte- en invaliditeitsverzekering, inzonderheid op artikel 27 van de bijlage bij dat besluit, gewijzigd bij de koninklijke besluiten van 30 december 1985, 17 juli 1986, 13 september 1989, 3 juni 1992, 31 december 1992 en 27 april 1993;

Vu les propositions de la Commission permanente chargée de négocier et de conclure les conventions entre les organismes assureurs et les bandagistes;

Vu l'avis du Comité de l'assurance soins de santé de l'Institut national d'assurance maladie-invalidité formulé en date du 12 juillet 1993;

Vu les lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973, notamment l'article 3, § 1^{er}, modifié par les lois des 9 août 1980, 16 juin 1989 et 4 juillet 1989;

Vu l'urgence;

Considérant qu'il convient d'assurer au plus vite la concordance entre l'article 27, § 8, et l'article 29, § 4, de l'arrêté royal du 14 septembre 1984 établissant la nomenclature des prestations de santé en matière d'assurance obligatoire contre la maladie et l'invalidité, il est nécessaire que les dispositions du présent arrêté soient publiées dans les plus brefs délais;

Sur la proposition de Notre Ministre des Affaires sociales,

Nous avons arrêté et arrêtons :

Article 1^{er}. A l'article 27 de l'annexe à l'arrêté royal du 14 septembre 1984 établissant la nomenclature des prestations de santé en matière d'assurance obligatoire contre la maladie et l'invalidité, modifié par les arrêtés royaux des 30 décembre 1985, 17 juillet 1986, 13 septembre 1989, 3 juin 1992, 31 décembre 1992 et 27 avril 1993, le § 8, 1^{er} alinéa, est remplacé par les dispositions suivantes :

« Le renouvellement d'un lombostat en coutil et métal (604214, 604236, 604251, 604273, 604295 et 604310) ne peut se faire qu'après un délai :

a) d'un an pour les bénéficiaires dont l'appareil précédent a été fourni avant leur quatorzième anniversaire;

b) de deux ans pour les bénéficiaires dont l'appareil précédent a été fourni après leur quatorzième et avant leur vingt et unième anniversaire;

c) de quatre ans pour les bénéficiaires dont l'appareil précédent a été fourni après leur vingt et unième anniversaire. »

Art. 2. Le présent arrêté entre en vigueur le jour de sa publication au *Moniteur belge*.

Art. 3. Notre Ministre des Affaires sociales est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Bruxelles, le 9 septembre 1993.

ALBERT

Par le Roi :

Le Ministre des Affaires sociales,
B. ANSELME

Gelet op de voorstellen van de Bestendige Commissie belast met het onderhandelen over en het sluiten van de overeenkomsten tussen de verzekeringsinstellingen en de bandagisten;

Gelet op het advies van het Comité van de verzekering voor geneeskundige verzorging van het Rijksinstituut voor ziekte- en invaliditeitsverzekering geformuleerd tijdens zijn vergadering van 12 juli 1993;

Gelet op de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973, inzonderheid op artikel 3, § 1, gewijzigd bij de wetten van 9 augustus 1980, 16 juni 1989 en 4 juli 1989;

Gelet op de dringende noodzakelijkheid;

Overwegende dat zo vlug mogelijk de overeenstemming tussen artikel 27, § 8, en artikel 29, § 4, van het koninklijk besluit van 14 september 1984 tot vaststelling van de nomenclatuur van de geneeskundige verstrekkingen inzake verplichte ziekte- en invaliditeitsverzekering dient bewerkstelligd te worden is het noodzakelijk dat de bepalingen van dit besluit zo vlug mogelijk moeten worden bekendgemaakt;

Op de voordracht van Onze Minister van Sociale Zaken,

Hebben Wij besloten en besluiten Wij :

Artikel 1. In artikel 27 van de bijlage bij het koninklijk besluit van 14 september 1984 tot vaststelling van de nomenclatuur van de geneeskundige verstrekkingen inzake verplichte ziekte- en invaliditeitsverzekering, gewijzigd bij de koninklijke besluiten van 30 december 1985, 17 juli 1986, 13 september 1989, 3 juni 1992, 31 december 1992 en 27 april 1993, wordt § 8, 1ste lid, vervangen door de volgende bepalingen :

« Een lumbostaat van tijk en metaal (604214, 604236, 604251, 604273, 604295 en 604310) mag pas worden vernieuwd na een termijn van :

a) één jaar voor de rechthebbenden wier vorig toestel is afgeleverd vóór ze veertien jaar zijn geworden;

b) twee jaar voor de rechthebbenden wier vorig toestel is afgeleverd na veertien jaar en vóór ze éénentwintig jaar zijn geworden;

c) vier jaar voor de rechthebbenden wier vorig toestel is afgeleverd nadat ze éénentwintig jaar zijn geworden. »

Art. 2. Dit besluit treedt in werking de dag waarop het in het *Belgisch Staatsblad* wordt bekendgemaakt.

Art. 3. Onze Minister van Sociale Zaken is belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Brussel, 9 september 1993.

ALBERT

Van Koningswege :

De Minister van Sociale Zaken,
B. ANSELME

MINISTÈRE DE L'INTERIEUR
ET DE LA FONCTION PUBLIQUE

F. 93 — 2477

31 AOUT 1993

Arrêté royal portant création
du Comité Consultatif de l'Incendie

ALBERT II, Roi des Belges,

A tous, présents et à venir, Salut.

Vu la loi du 31 décembre 1963 sur la Protection Civile, notamment l'article 9;

Vu l'avis du Conseil d'Etat;

Sur la proposition de Notre Ministre de l'Intérieur,

Nous avons arrêté et arrêtons :

Article 1^{er}. Il est créé un Comité Consultatif de l'Incendie qui a pour mission de donner un avis sur toute question d'ordre technique ou opérationnel, qui lui est soumise par le Ministre de l'Intérieur.

MINISTERIE VAN BINNENLANDSE ZAKEN
EN AMBTENARENZAKEN

N. 93 — 2477

31 AUGUSTUS 1993

Koninklijk besluit houdende oprichting
van het Raadgevend Comité voor de Brandweer

ALBERT II, Koning der Belgen,

Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groot.

Gelet op de wet van 31 december 1963 betreffende de Civiele Bescherming, inzonderheid op artikel 9;

Gelet op het advies van de Raad van State;

Op de voordracht van Onze Minister van Binnenlandse Zaken,

Hebben Wij besloten en besluiten Wij :

Artikel 1. Er wordt een Raadgevend Comité voor de Brandweer ingesteld dat tot taak heeft advies uit te brengen over elke kwestie van technische of operationele aard, welke hem door de Minister van Binnenlandse Zaken wordt voorgelegd.